



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Guinée

Question écrite n° 37552

Texte de la question

M. Olivier Faure alerte M. le ministre des affaires étrangères sur les exactions commises par le régime du président Alpha Condé depuis son élection de 2010, et singulièrement depuis ces dernières semaines. Les nombreuses marches pacifiques se sont souvent soldées par la mort de manifestants tués par les forces de l'ordre, comme le 23 mai 2013. Des centaines de militants seraient incarcérés pour délit d'opinion. Il souhaiterait connaître les actions entreprises par la France vis-à-vis du pouvoir guinéen, et l'avancée des travaux de médiation du représentant spécial.

Texte de la réponse

Si les conditions d'organisation d'un scrutin législatif ont longtemps divisé la Guinée, un « compromis global » entre les différents protagonistes a pu être entériné, le 3 juillet 2013, sous l'impulsion de la communauté internationale, notamment du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest. Cet accord a permis de mettre fin à près de trois années de tension, au cours desquelles des manifestations ont causé la mort d'une cinquantaine de personnes. Les élections se sont finalement déroulées le 28 septembre sans incident, en Guinée comme à l'étranger, et distinguées par une forte mobilisation des Guinéens. La Cour suprême a proclamé, le 15 novembre, les résultats définitifs des élections. Selon ces résultats, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) du président Alpha Condé et les partis qui lui sont alliés dans la coalition « Arc-en-ciel » obtiennent 60 des 114 sièges à l'Assemblée nationale (dont 53 pour le RPG). Le principal parti d'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) obtient 37 députés, suivi de l'Union des forces républicaines (UFR) avec 10 députés, les autres partis de la coalition de l'opposition se partageant 6 députés (soit 53 pour l'ensemble de l'opposition). Un parti centriste recueille un député. La formation de la nouvelle Assemblée nationale doit permettre à la Guinée d'avancer dans la voie du redressement économique et du développement. La France soutient les efforts des Guinéens en ce sens.

Données clés

Auteur : [M. Olivier Faure](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (11^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37552

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 septembre 2013](#), page 9534

Réponse publiée au JO le : [10 décembre 2013](#), page 12873